

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Le déficit de maintien d'actifs : un passif hors bilan aux conséquences bien réelles

L'endettement visible masque une facture souvent plus coûteuse que les intérêts

Par Sonny Scarfone, économiste principal

Les finances publiques du Québec sont généralement évaluées à partir de quelques indicateurs bien établis. Le déficit annuel, la dette nette et leur évolution en proportion du PIB structurent l'essentiel du débat public et offrent une lecture claire, parfois rassurante, en particulier à travers les ratios d'endettement.

Cette grille de lecture se reflète aussi dans la manière dont l'investissement public est perçu. Nouveaux projets, infrastructures et inaugurations occupent une place centrale dans l'évaluation de l'action gouvernementale. Ce biais est politiquement compréhensible : ce qui est financé, comptabilisé et inauguré est aussi ce qui se met le plus facilement en valeur, d'autant plus que les cycles électoraux sont bien plus courts que la durée de vie des actifs.

Pendant que l'attention se concentre sur ces indicateurs et ces projets visibles, une autre facture s'alourdit hors champ. Le déficit de maintien d'actifs de l'État québécois dépasse aujourd'hui 40 G\$, soit près de quatre fois son niveau du milieu des années 2010. Cette détérioration des infrastructures existantes attire moins l'attention, précisément parce qu'elle ne donne lieu ni à des annonces marquantes ni à des inaugurations, même si ses conséquences économiques sont bien réelles.

Ce qu'est le déficit de maintien d'actifs

Le déficit de maintien d'actifs correspond à l'écart entre l'état réel des infrastructures publiques et celui requis pour assurer leur fonctionnement adéquat sur l'ensemble de leur cycle de vie. Il mesure ainsi un retard d'entretien accumulé sur les actifs existants, qu'il s'agisse des réseaux de transport, des bâtiments publics ou d'autres infrastructures collectives. Contrairement à un investissement, il ne renvoie pas à la création de nouveaux actifs, mais à la capacité de préserver ceux que l'État possède déjà.

Ce concept se distingue toutefois fondamentalement de la dette financière au sens comptable. Le déficit de maintien d'actifs ne fait l'objet ni d'un emprunt explicite, ni d'un échéancier de remboursement, ni d'un coût d'intérêt clairement identifié. Il ne constitue donc pas une dette inscrite au bilan. Il représente néanmoins un engagement économique bien réel, puisque l'entretien reporté devra inévitablement être assumé plus tard, souvent à un coût supérieur.

L'ampleur atteinte par ce déficit justifie qu'il soit traité comme un enjeu macroéconomique à part entière. En un peu plus de dix ans, il est passé d'environ 12 G\$ en 2015-2016 à près de 45 G\$ en 2026-2027, soit une hausse de plus de 30 G\$. Cette progression ne doit toutefois pas être interprétée mécaniquement comme une détérioration uniforme et accélérée des infrastructures.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

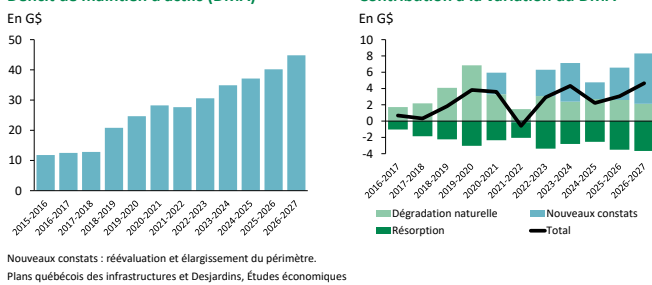
NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Une part importante de la hausse observée reflète plutôt une amélioration graduelle des diagnostics. Au fil du temps, les méthodologies se sont raffinées, des classes d'actifs auparavant non évaluées ont été intégrées et des détériorations déjà en cours ont été mieux documentées. Autrement dit, le déficit mesuré s'est en partie accru parce que l'État a amélioré sa capacité à mesurer l'état réel de ses infrastructures (graphique 1). Rien n'exclut d'ailleurs que d'autres composantes s'ajoutent à mesure que les outils d'évaluation évoluent.

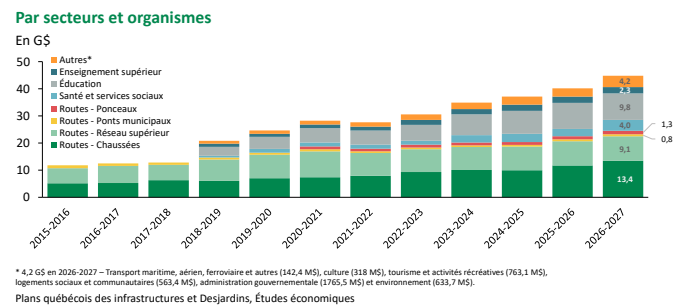
nouveaux projets par emprunt demeure relativement prévisible, encadré par des taux d'intérêt connus.

Les données sur le déficit de maintien d'actifs illustrent ce déséquilibre. Au tournant des années 2020, la dégradation annuelle des infrastructures publiques se situait régulièrement entre 3 G\$ et 7 G\$. Malgré une hausse marquée des investissements en maintien, les efforts de résorption ont rarement compensé pleinement cette détérioration. Les ratios de dégradation rapportés au déficit existant demeurent ainsi positifs et considérables dans la quasi-totalité des réseaux, signe que le stock d'actifs continue de vieillir plus vite qu'il n'est remis à niveau (graphique 2).

Graphique 1
Les nouveaux constats alimentent la hausse du déficit malgré les efforts de résorption
Déficit de maintien d'actifs (DMA)



Graphique 2
Les efforts de mesure ont accru l'ampleur du déficit de maintien d'actifs



Cette nuance est importante pour interpréter la tendance, sans en réduire la portée économique. Que la hausse reflète une détérioration physique ou une reconnaissance tardive de besoins existants, le niveau atteint demeure révélateur des pressions budgétaires à venir. À la différence de la dette financière, qui s'accompagne d'un coût connu, encadré et transparent, le déficit de maintien d'actifs génère un coût diffus, reporté et souvent sous-estimé, qui se matérialisera inévitablement dans les budgets futurs, soit par des interventions plus lourdes, soit par des arbitrages plus coûteux.

Ce phénomène a une implication budgétaire claire. En reportant le maintien des infrastructures, l'État accepte implicitement un coût économique récurrent, une « taxe » liée à la dégradation des actifs. Dans plusieurs cas, les montants en jeu rivalisent avec le service annuel de la dette associé à de nouveaux projets financés par emprunt, voire le dépassent. Autrement dit, reporter l'entretien ne constitue pas une économie, mais une substitution entre un coût explicite et encadré et un coût implicite, difficile à cerner et potentiellement plus élevé.

Pourquoi reporter l'entretien coûte si cher

Reporter le maintien des infrastructures ne permet pas d'éviter un coût, mais d'en modifier la trajectoire. L'entretien réalisé à temps ralentit la dégradation naturelle des actifs. Lorsqu'il est reporté, cette dégradation s'accélère, les interventions deviennent plus lourdes et, ultimement, le remplacement prend le pas sur la réparation. Le coût immédiat apparaît ainsi évité, mais le coût total sur le cycle de vie augmente.

Le faux confort des nouveaux projets

Les nouveaux projets d'infrastructure occupent une place privilégiée dans l'action publique. Financé à long terme, chaque projet comporte un coût explicite et bien identifié, soit les intérêts, et s'inscrit directement dans les statistiques budgétaires qui structurent le débat public. Surtout, ces projets sont socialement et politiquement valorisés : ils donnent lieu à des annonces, à des échéanciers clairs et, ultimement, à des inaugurations.

D'un point de vue économique, le mécanisme est simple. Un actif entretenu au moment opportun entraîne un coût connu et généralement maîtrisé. Le même actif qu'on laisse se détériorer nécessitera des interventions plus complexes, plus coûteuses et plus risquées, tant sur le plan budgétaire qu'opérationnel. À cela s'ajoute une incertitude accrue quant au moment et à l'ampleur des travaux requis. Pendant ce temps, le coût du financement des

À l'inverse, le maintien des actifs existants obéit à une logique beaucoup moins visible. L'entretien est rarement mis de l'avant et encore moins associé à des gains immédiats perceptibles. Pourtant, sur le plan économique, il constitue souvent l'utilisation

la plus rentable des fonds publics à long terme. En privilégiant la création de nouveaux actifs, l'État accepte implicitement l'ajout d'un passif à ceux qu'il possède déjà. On multiplie les nouvelles infrastructures, tout en laissant s'alourdir la facture liée au vieillissement de celles en place.

Un virage s'est néanmoins amorcé au cours des dernières années. Une part croissante du Plan québécois des infrastructures a été réorientée vers le maintien et la remise à niveau des actifs existants plutôt que vers la création de nouveaux projets. Cette évolution témoigne d'une prise de conscience réelle de l'ampleur du problème et constitue un pas dans la bonne direction. Elle reflète aussi la reconnaissance implicite que la pérennité des infrastructures existantes conditionne la viabilité budgétaire à long terme.

Les données montrent toutefois que cet effort, bien qu'essentiel, demeure insuffisant pour inverser la tendance. Les exemples sectoriels sont révélateurs.

Dans le réseau routier, qui concentre à lui seul environ 25 G\$ du déficit de maintien d'actifs en fin de période, soit plus de la moitié du total, les investissements en maintien figurent parmi les plus élevés. Les montants consacrés annuellement à la résorption dépassent fréquemment le milliard de dollars, sans pour autant freiner la progression du déficit. Même dans le réseau le plus priorisé budgétairement, l'entretien peine à suivre le rythme de la dégradation, un phénomène particulièrement visible au printemps avec la multiplication des nids de poule.

En éducation, incluant le réseau scolaire et l'enseignement supérieur, le déficit cumulé approche 12 G\$. Les ratios de dégradation étaient particulièrement élevés au début de la période, avant de diminuer graduellement. Cette baisse apparente ne traduit pas une amélioration rapide de l'état des infrastructures, mais plutôt l'installation durable d'un déficit dont le niveau est devenu beaucoup plus élevé. Le rattrapage progresse, mais à partir d'une base déjà importante.

Le secteur de la santé illustre quant à lui l'effet combiné d'un rattrapage tardif et d'un meilleur diagnostic. Le déficit de maintien d'actifs est passé de moins de 1 G\$ à environ 4 G\$ en quelques années, largement sous l'effet de nouveaux constats. Cette évolution ne reflète pas une détérioration soudaine, mais met en lumière l'ampleur du retard accumulé dans un réseau aux exigences fonctionnelles élevées.

Pris ensemble, ces constats montreraient que le recentrage du PQI vers le maintien est nécessaire, mais qu'il demeure insuffisant pour compenser des décennies de sous-investissement. Le confort apparent associé aux nouveaux projets tiendrait au fait que leur coût est visible, mesuré et politiquement valorisé. À l'inverse, le coût du report de l'entretien s'accumulerait plus discrètement, mais se traduirait par des pressions budgétaires futures souvent plus difficiles à absorber que le service prévisible

de la dette liée aux projets que l'on inaugure aujourd'hui, d'autant plus que les interventions tardives pourraient survenir dans un contexte où les coûts de main-d'œuvre et la disponibilité des ressources seraient plus incertains et moins maîtrisables.

Cette lecture doit toutefois être nuancée, comme nous l'avons évoqué d'entrée de jeu. La hausse rapide du déficit de maintien d'actifs depuis le milieu des années 2010 ne traduit pas uniquement une détérioration des infrastructures, mais aussi une meilleure mesure des besoins. Cette précision n'en change toutefois pas la portée économique : quel qu'en soit le facteur, le niveau atteint demeure révélateur des contraintes budgétaires à venir et des arbitrages que l'État devra opérer.

Repenser la notion de bonne gestion publique

La saine gestion des finances publiques ne peut se limiter à la surveillance du déficit annuel ou à la trajectoire de la dette nette. Ces indicateurs demeurent essentiels, mais offrent une lecture incomplète de l'effort consenti pour préserver la capacité économique de l'État à long terme. De la même manière, multiplier les projets visibles et comptabilisés ne garantit pas, en soi, une utilisation optimale des fonds publics.

Une gestion rigoureuse exige plutôt de considérer le coût total sur le cycle de vie des actifs, en faisant l'arbitrage entre ce qui est créé, ce qui est entretenu et ce qu'on laisse implicitement se dégrader. Le déficit de maintien d'actifs rappelle que le sous-entretien n'est pas une économie, mais un report de coûts, souvent à des conditions moins favorables et avec une flexibilité budgétaire réduite.

Privilégier ce qui se voit aujourd'hui au détriment de ce qui se dégradera demain revient à accepter des coûts plus élevés, non pas malgré la dette, mais en raison d'un arbitrage incomplet entre ce qui est financé, ce qui est entretenu et ce qui est reporté. À long terme, la soutenabilité des finances publiques repose autant sur la qualité des actifs que sur la taille du bilan.

À surveiller

MARDI 26 mai - 9:00

Mars	a/a
Consensus	1,00 %
Desjardins	0,90 %
Février	0,90 %

MARDI 26 mai - 10:00

Mai	
Consensus	92,0
Desjardins	90,0
Avril	92,8

JEUDI 28 mai - 8:30

Avril	m/m
Consensus	0,5 %
Desjardins	0,6 %
Mars	0,9 %

JEUDI 28 mai - 10:00

Avril	taux ann.
Consensus	660 000
Desjardins	695 000
Mars	682 000

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (mars) – Les prix des maisons sur le marché de la revente ont légèrement reculé en février, une première baisse mensuelle depuis juin 2025. Avec la hausse des taux hypothécaires et le déclin des ventes de maisons existantes aux États-Unis en mars, on peut s'attendre à une autre variation mensuelle négative de l'indice S&P/Case-Shiller. Un recul de 0,2 % est donc attendu. Cela laisserait la variation annuelle à 0,9 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (mai) – Étonnamment, l'indice de confiance du Conference Board est en hausse constante depuis le mois de janvier. Cette performance est difficile à concilier avec la frustration palpable des ménages depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Il serait toutefois surprenant que l'indice du Conference Board puisse faire cavalier seul longtemps, alors que l'enquête de l'Université du Michigan, l'indice TIPP et les sondages plus politiques comme celui de Gallup affichent tous des reculs. Dans un contexte où les prix de l'essence (ainsi que les taux d'intérêt hypothécaires) poursuivent leur ascension, on peut s'attendre à ce que l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board montre un premier recul en mai. Cela dit, la bonne tenue relative de la Bourse ainsi que la résilience récente du marché du travail demeurent des éléments de soutien. On prévoit tout de même que l'indice de confiance reculera à 90,0.

Dépenses de consommation (avril) – Les ménages américains font preuve de résilience. En mars, alors que les prix de l'essence s'accéléraient fortement et minaient le revenu personnel disponible réel, la consommation réelle a réussi à croître de 0,2 %. On s'attend à un autre gain pour le mois d'avril. Les ventes au détail, même en tenant compte de la hausse des prix, font état d'une augmentation des dépenses en biens durables et non durables, ainsi qu'en restauration. Une des seules ombres au tableau est la baisse des ventes d'automobiles. On s'attend aussi à un rebond de la consommation d'énergie, après deux mois de températures plus douces ayant provoqué des baisses. Ainsi, une progression de 0,1 % de la consommation réelle totale est attendue pour avril. Étant donnée la forte augmentation prévue du déflateur des dépenses de consommation, cela se traduirait par une hausse de 0,6 % de la consommation nominale. On s'attend aussi à une augmentation du revenu disponible, alors que les ménages ont pu profiter de remboursement d'impôts plus élevés ainsi que d'une bonne croissance de l'emploi et des heures travaillées.

Ventes de maisons neuves (avril) – Après un début d'année difficile, les ventes de maisons individuelles neuves ont connu une forte hausse en février et en mars. Malgré le caractère très volatil de cet indicateur, qui pourrait laisser supposer un ressac pour avril, on s'attend plutôt à une autre augmentation mensuelle, quoique modeste. Le niveau des permis de bâtir pour les maisons individuelles, celui de l'indice de confiance des constructeurs et, surtout, le nombre de recherches en ligne pour de nouvelles maisons pointent vers une légère hausse des ventes de maisons individuelles neuves.

JEUDI 28 mai - 8:30

T1 2026	G\$
Consensus	-2,50
Desjardins	-5,00
T4 2025	-0,71

VENDREDI 29 mai - 8:30

Mars	m/m
Consensus	0,1 %
Desjardins	0,0 %
Février	0,2 %

VENDREDI 29 mai - 8:30

T1 2026	taux ann.
Consensus	1,5 %
Desjardins	1,8 %
T4 2025	-0,6 %

SAMEDI 30 mai - 21:30

Mai	nd
Consensus	
Avril	50,1

CANADA

Compte courant de la balance des paiements (T1) – Nous prévoyons que le déficit du compte courant aura augmenté pour s'établir à -5,0 G\$ au premier trimestre de 2026, comparativement à -0,7 G\$ au trimestre précédent. L'accroissement du déficit commercial causé par la hausse des importations a probablement compensé les gains découlant de la bonne tenue des actions canadiennes.

PIB réel par industrie (mars) – Nous prévoyons que le PIB réel sera resté inchangé en mars, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada. La croissance provient probablement du commerce de gros et du transport. De plus, l'[Enquête sur la population active de mars](#) montre de modestes gains d'emplois alors que le taux de chômage n'a pas changé au cours du mois. Par ailleurs, la faible performance des secteurs du commerce de détail et de l'extraction des ressources a probablement freiné la croissance. En ce qui concerne les données du PIB réel d'avril 2026, nous prévoyons que le résultat provisoire de Statistique Canada montrera une accélération de la croissance.


PIB réel (T1) – Nous estimons que la croissance trimestrielle annualisée du PIB réel selon les dépenses devrait s'être établie à 1,8 % au premier trimestre, ce qui est supérieur aux prévisions de la Banque du Canada dans son [Rapport sur la politique monétaire d'avril 2026](#). La consommation des ménages est probablement restée solide grâce aux contributions positives des achats de biens non durables et des services aux consommateurs. La progression modeste des dépenses gouvernementales devrait avoir de nouveau soutenu la croissance, après deux importants gains trimestriels successifs. Nous prévoyons une hausse des investissements résidentiels et commerciaux au premier trimestre, ce qui reflète, dans le second cas, la montée des prix du pétrole dans la foulée du [conflit en Iran](#). Malgré le bond des prix de l'énergie en mars, les exportations nettes ont probablement pesé sur les résultats, les gains au chapitre des volumes d'exportation ayant été contrebalancés par une hausse marquée des importations réelles au début du trimestre.


OUTRE-MER

Chine : Indice PMI composite (mai) – À la suite de la baisse observée en avril et de la décélération de la production industrielle, l'indice PMI chinois devrait fournir des indications supplémentaires sur la vigueur de la conjoncture au deuxième trimestre. La persistance des difficultés dans le secteur immobilier, combinée à un environnement externe encore incertain, continue de limiter la possibilité d'un rebond imminent de l'économie chinoise. Dans ce contexte, nous maintenons notre scénario d'une croissance modeste en 2026. Cela dit, la crise au Moyen-Orient constitue un risque baissier additionnel, principalement par le canal des coûts énergétiques. Les premières données suggèrent que certains segments industriels sont déjà sous pression, notamment les entreprises pétrochimiques et, plus largement, les secteurs à forte intensité énergétique, comme la métallurgie.

Indicateurs économiques

Semaine du 25 au 29 mai 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 25	---	Marchés fermés (<i>Memorial Day</i>)				
MARDI 26	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Mars	1,00 %	0,90 %	0,90 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Mai	92,0	90,0	92,8
	20:20	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
MERCREDI 27	4:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
	15:55	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
	20:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
JEUDI 28	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	18-22 mai	210 000	212 000	209 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1d	2,1 %	2,0 %	2,0 %
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Avril	3,2 %	9,0 %	0,8 %
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Avril	0,4 %	0,7 %	0,6 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Avril	0,5 %	0,6 %	0,9 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Avril	0,5 %	0,5 %	0,7 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Avril	0,3 %	0,3 %	0,3 %
		Total (a/a)	Avril	3,8 %	3,8 %	3,5 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Avril	3,3 %	3,3 %	3,2 %
	8:55	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Avril	660 000	695 000	682 000
	10:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
15:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin					
VENDREDI 29	0:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco, M. Daly				
	6:50	Discours du président de la Réserve fédérale de Kansas City, J. Schmid				
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Avril	-88,2	-84,9	-87,9
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Avril	0,3 %	nd	0,7 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Avril	0,6 %	nd	1,3 %
	9:10	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	9:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Philadelphie, A. Paulson				
	9:45	Indice PMI de Chicago	Mai	51,2	49,0	49,2
CANADA						
LUNDI 25	---	---				
MARDI 26	8:30	Discours d'un sous-gouverneur externe à la Banque du Canada, N. Vincent				
MERCREDI 27	---	---				
JEUDI 28	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T1	-2,50	-5,00	-0,71
	11:00	Discours du gouverneur et de la première sous-gouverneure de la Banque du Canada, T. Macklem et C. Rogers				
VENDREDI 29	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Mars	0,1 %	0,0 %	0,2 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1	1,5 %	1,8 %	-0,6 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 25 au 29 mai 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 25							
---	---	---					
MARDI 26							
Japon	1:00	Indicateur avancé – final	Mars	nd		114,5	
Japon	1:00	Indicateur coïncident – final	Mars	nd		116,5	
Nouvelle-Zélande	22:00	Réunion de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande	Mai	2,25 %		2,25 %	
MERCREDI 27							
France	2:45	Confiance des consommateurs	Mai	82		84	
JEUDI 28							
Corée du Sud	---	Réunion de la Banque de Corée	Mai	2,50 %		2,50 %	
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Mai	90,0		90,8	
Italie	4:00	Confiance économique	Mai	nd		95,2	
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Mai	nd		-19,0	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Mai	-8,0		-7,7	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Mai	0,3		0,9	
Zone euro	5:00	Confiance économique	Mai	92,6		93,0	
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Mai		1,6 %		1,5 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Avril	2,7 %		2,7 %	
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Avril	-0,5 %	0,9 %	-0,4 %	2,4 %
Japon	19:50	Ventes au détail	Avril	0,4 %	1,3 %	1,3 %	1,7 %
VENDREDI 29							
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Mai	32,6		32,2	
Japon	1:00	Mises en chantier	Avril		14,8 %		-29,3 %
France	2:45	Dépenses de consommation	Avril	0,0 %	nd	0,7 %	0,5 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,2 %	2,5 %	1,0 %	2,2 %
France	2:45	PIB réel – final	T1	0,0 %	1,1 %	0,0 %	1,1 %
Italie	4:00	Taux de chômage	Avril	5,3 %		5,2 %	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,0 %	3,0 %	1,1 %	2,7 %
Italie	6:00	PIB réel – final	T1	0,2 %	0,7 %	0,2 %	0,7 %
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,3 %	3,0 %	0,6 %	2,9 %
SAMEDI 30							
Chine	21:30	Indice PMI composite	Mai	nd		50,1	
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Mai	nd		50,3	
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Mai	nd		49,4	

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).